



Les Comptes Nationaux Trimestriels

(1^{er} trimestre 2014)

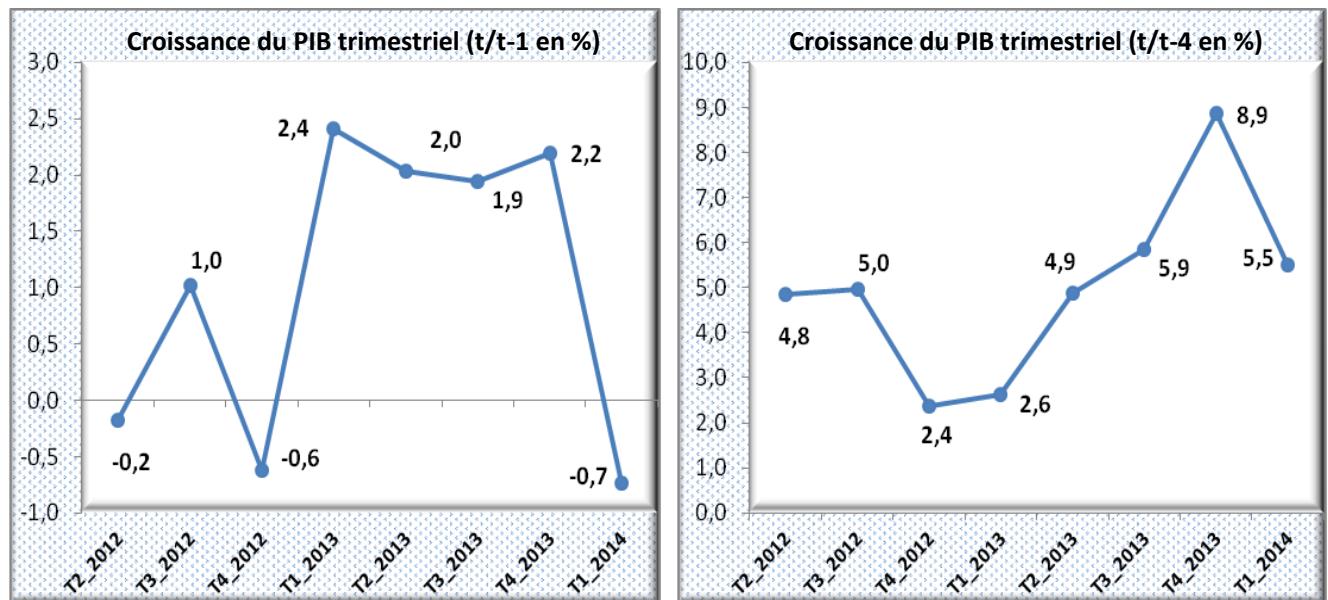
...le secteur primaire en amélioration 2

...le secteur secondaire en chute libre..... 3

...le secteur tertiaire en retournement de tendance..... 4

Au premier trimestre de 2014, l'économie nationale est en recul par rapport au quatrième trimestre de 2013 (-0,7% contre +2,2%). Ce retournement de tendance s'explique par le ralentissement des activités dans le secteur secondaire (-1,1 % après +1,8%) et dans le secteur tertiaire (-0,4 % après +2,0%) mais qui masque la bonne tenue du secteur primaire (+1,8 % après +0,9%).

Comparé au même trimestre de l'année précédente, le premier trimestre de 2014 a connu une croissance de +5,5 % due à une amélioration des activités du secteur tertiaire (+6,3 %), du secteur primaire (+5,6 %) et du secteur secondaire (+4,9 %).



...Encore une amélioration dans le secteur primaire

Au premier trimestre de 2014, le secteur primaire continue sur sa bonne lancée en enregistrant sa plus forte croissance sur un trimestre depuis le premier trimestre de 2010 (+1,8 % après +0,9%). Par rapport à la même période en 2012, ce secteur est en hausse de +5,6 %.

Cette croissance est tirée principalement par les activités du sous-secteur de la sylviculture et de l'exploitation forestière (+2,5 % après 0,1 %) qui continue dans un rythme positif acquis depuis le troisième trimestre de 2013. En effet, trois nouveaux permis d'exploitation forestière ont été octroyés en mars 2013 à la Société Forestière et Industrielle de Doumé (SFID) située dans la région de l'Est du pays. La superficie totale des forêts certifiées du pays est passée à plus d'un million d'hectares, ce qui a permis d'accroître la production. Le redressement économique en Europe, qui constitue avec la Chine, les principaux clients

du pays, n'est pas non plus étranger à la bonne tenue des activités sylvicoles.

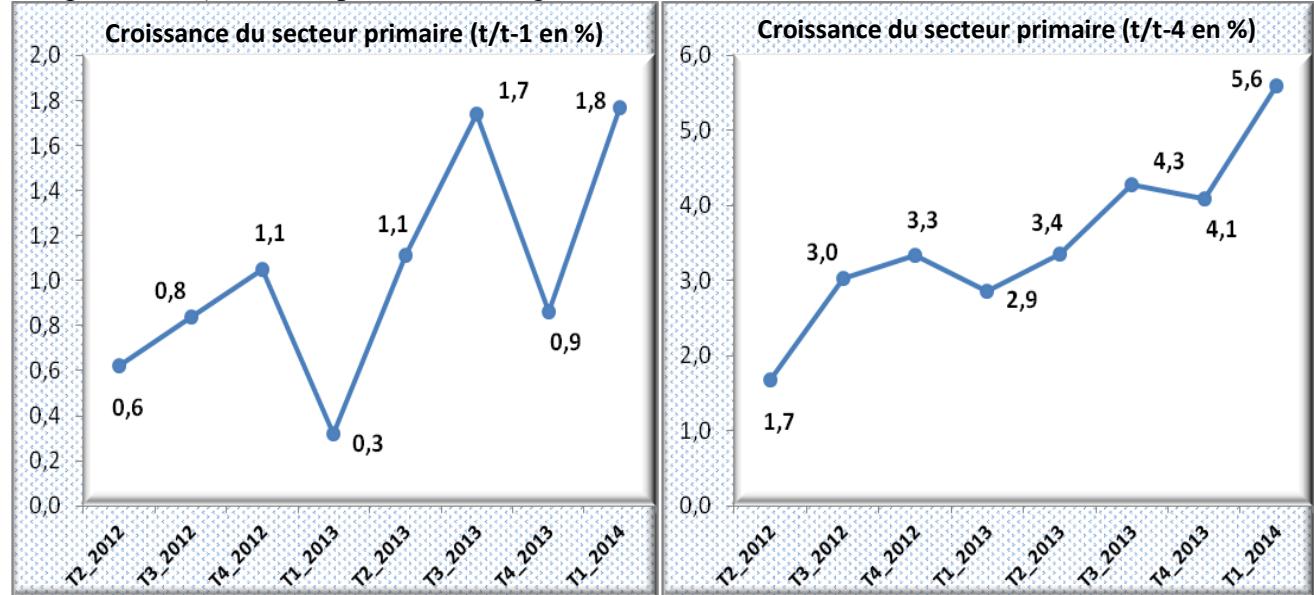
La croissance du secteur primaire est aussi tirée par l'agriculture des produits vivriers (+2,0 % après +0,9 %) imputable à l'intensification de la modernisation des techniques agricoles avec la mécanisation, la poursuite de la distribution des plants et des semences à hauts rendements pour plusieurs spéculations (maïs, manioc, la banane plantain, etc.).

Les activités d'élevage, chasse et pêche contribuent également à la bonne tenue du secteur primaire en évoluant à un rythme de

croissance presque stable acquis depuis le premier trimestre de 2013 (+1,2 %).

Les activités de l'agriculture industrielle et d'exportation (+0,4 % après +0,6 %) gardent

une croissance positive, malgré une légère perte de vitesse qui peut s'expliquer par la fin de la grande saison des récoltes dans pratiquement tous les bassins de culture.



...Un secteur secondaire en chute libre

Le premier trimestre de 2014 est marqué par un recul des activités dans le secteur secondaire. En effet, après une bonne tenue sur toute l'année 2013 qui s'est achevée avec une croissance de +1,8 % au quatrième trimestre, ce secteur a connu une chute de 1,1 % au premier trimestre de 2014. Comparé à la même période en 2013, ce secteur a enregistré une croissance +4,9 %.

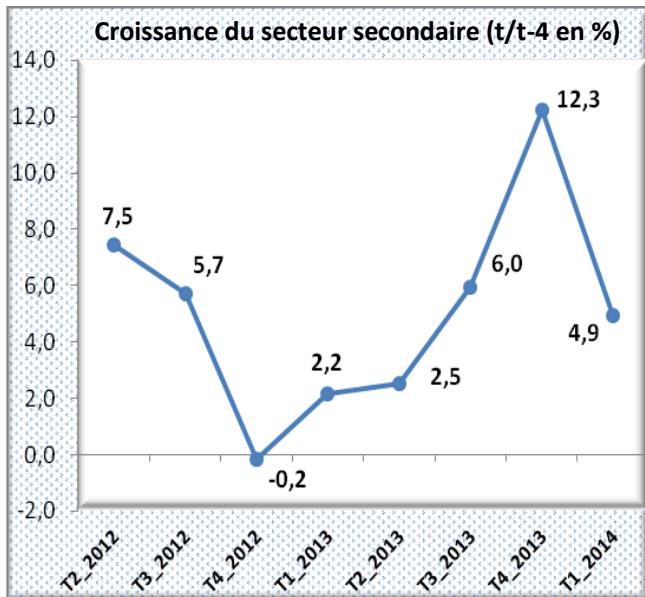
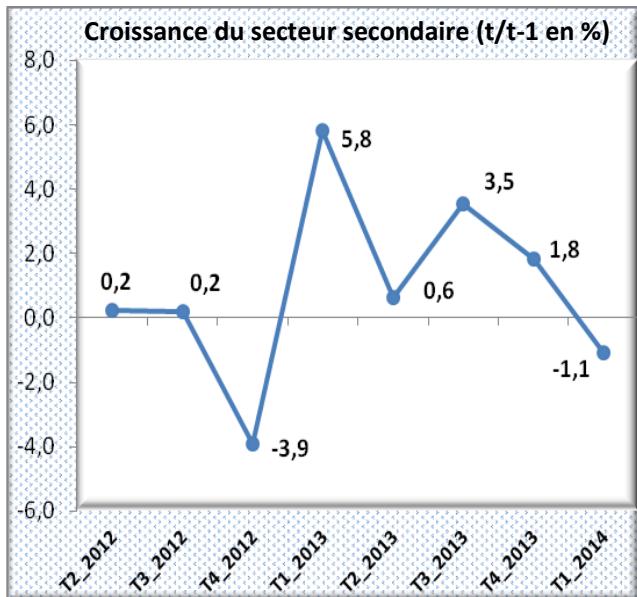
Durant l'année 2013, le secteur secondaire s'est bien porté, grâce essentiellement à l'augmentation de la production du pétrole brut avec la découverte et la mise en exploitation de nouveaux puits. Mais, au premier trimestre de 2014, cette production de brut n'a pas beaucoup augmenté par rapport au trimestre précédent. Cette croissante timide a engendré une croissance faible des activités d'extraction d'hydrocarbures (+0,8 % après +7,7 %) qui n'ont ainsi pas pu tirer la croissance du secteur secondaire comme d'habitude.

Avec la méfome des activités extractives, les autres sous-secteurs n'ont pas pris le relais. En effet, seul le sous-secteur de l'électricité, eau et gaz s'est bien comporté, avec une croissance de +6,6 % après -2,9 %, grâce à l'embellie de la production de la centrale à gaz de Kribi qui a atteint 163 MW.

On observe un recul dans toutes les autres branches du secteur. Le sous-secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), connaît la plus forte chute (-5,1 % après +0,9 %) qui peut s'expliquer par le retard généralement observé en début d'année dans de l'exécution du budget d'investissement public de l'Etat.

Le sous-secteur des industries agroalimentaires plonge également (-2,0 %) après trois trimestres consécutifs de hausse, dont notamment +0,5 % au quatrième trimestre de 2013.

Enfin, les autres industries manufacturières, après une bonne année 2013 qui s'est achevée avec une croissance +0,9 % au quatrième trimestre, ont enregistré une baisse de -0,8 % au premier trimestre de 2014.



...Un secteur tertiaire en retournement de tendance

Ayant été pendant plus de deux ans le moteur de la croissance économique, le secteur tertiaire connaît une conjoncture difficile au premier trimestre de 2014 (-0,4 % après +2,0 %). Comparée à la période correspondante en 2013, le secteur tertiaire a cru de +6,3 %.

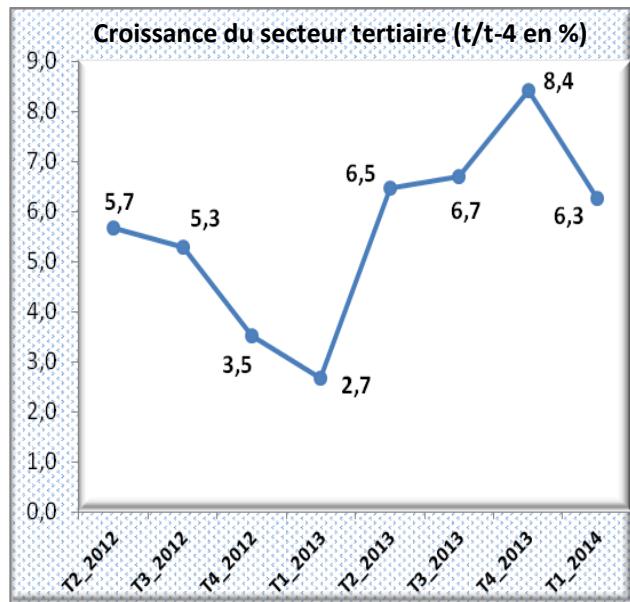
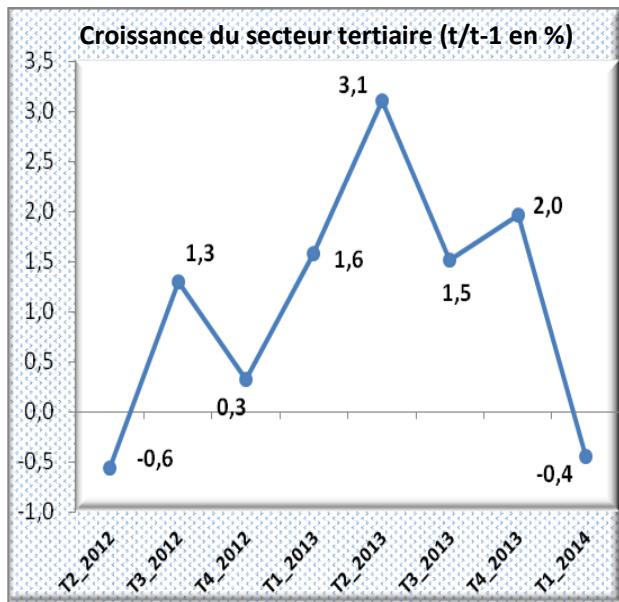
Au premier trimestre 2014, les activités de commerce, restaurants et hôtels ont connu un fort recul de 2,9 % après +2,1 % au quatrième trimestre de 2013, imputable au ralentissement observé dans les autres secteurs, notamment le secondaire.

Les autres sous-secteurs se sont assez bien comportés. Les activités de transport, entrepôts et télécommunications (+1,8 % après +3,0 %) garde un rythme positif malgré une perte de vitesse due au passage de la période des fêtes de fin d'année qui enregistre généralement beaucoup de déplacements et de communications téléphoniques.

Les activités d'administration publique, de la santé et de l'éducation (+ 1,8 % après +1,3%) continuent dans leur bon rythme de croissance habituelle, en relation avec la poursuite des recrutements des personnels à la fonction publique.

Les activités des banques et autres institutions financières, après de forts taux de croissance enregistrés en particulier au début de l'année 2013, continuent dans une baisse de régime entamée au quatrième trimestre de 2013.

Quant aux autres services, ils sont également en perte de rythme avec un taux de croissance de +0,1 % après +1,1 % le trimestre précédent.



- **Annexes**

Résumé méthodologique

Nomenclature des activités et indicateurs

L'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT) nécessite la mise en place des nomenclatures des activités et des produits qui tiennent compte de la disponibilité des indicateurs conjoncturels. Ces nomenclatures doivent être cohérentes avec celles retenues pour élaborer les comptes nationaux annuels. Le *principe d'agrégation* suivant a été retenu : disposer d'une nomenclature suffisamment détaillée pour que les erreurs sur une branche d'activité n'occasionnent pas de grandes variations du PIB trimestriel. En outre, l'on a tenu compte du secteur informel qui pose des problèmes en raison de son importance dans certaines branches et de l'absence d'indicateurs trimestriels. On utilisera alors des indicateurs indirects ou des lissages par la tendance. Ainsi, l'on est passé de 44 branches pour les comptes annuels à 29 branches pour les CNT.

Approche de calcul

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel aux prix constants est calculé selon deux (2) approches. D'abord, selon l'approche production en partant d'un regroupement des valeurs ajoutées de branches. Il est évalué aux prix constants de 2000, année de base-prix des comptes nationaux annuels. Il est évalué en brut et corrigé des variations saisonnières (cvs) par la dessaisonalisation des indicateurs conjoncturels.

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel en valeur est calculé par la somme des emplois aux prix courants, ce qui permet d'en déduire le déflateur du PIB trimestriel.

Méthodologie de calcul

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel est calculé selon l'approche économétrique d'étalonnage et de calage, en particulier la méthode robuste en une étape développée par Chow et Lin (1971). Pour plus de détails, se référer au « Document de méthodologie d'élaboration des comptes trimestriels du Cameroun ». Les outils informatiques utilisés sont le logiciel ECOTRIM pour les étalonnages et calages et DEMETRA pour la dessaisonalisation. Ces logiciels sont développés par Eurostat.

Révision

Les révisions ont pour but de fournir aux utilisateurs des données aussi précises et actuelles que possible. Les révisions peuvent concerner le trimestre (évolution des indicateurs conjoncturels), l'année (alignement sur les nouvelles données annuelles) ou une période plus longue (changement du SCN, nouvelle année de base, etc.)

Diffusion

Cette note d'analyse sur le PIB trimestriel couvre le troisième trimestre de l'année 2013. La note d'analyse sur le PIB trimestriel est publiée au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin du trimestre.

Les évolutions du PIB trimestriel sont mesurées en variations trimestrielles et glissements annuels sur des données corrigées des variations saisonnières (CVS).

Note sur les changements de la série des données des comptes trimestriels.

Chaque version des comptes trimestriels peut comporter des changements de données sur l'ensemble de la période, ces changements seront de moins en moins importants au fur et à mesure qu'on remontera dans le temps. Elles sont dues à des améliorations faites sur des indicateurs observés, à des révisions des données de base publiées par les sources, et quelquefois à des révisions de méthodologie.

Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel CVS par secteurs d'activités (base 100 = 2000) (en milliards FCFA)								Variations PIB réel trimestriel CVS par secteurs d'activités (T/T-1) (%)			
	T2_2012	T3_2012	T4_2012	T1_2013	T2_2013	T3_2013	T4_2013	T1_2014	T2_2013	T3_2013	T4_2013	T1_2014
Secteur primaire	532,1	536,5	542,2	543,9	549,9	559,5	564,4	574,3	1,1	1,7	0,9	1,8
Agriculture des produits vivriers	359,8	364,5	369,5	367,90	373,07	381,58	384,99	392,51	1,4	2,3	0,9	2,0
Agriculture industrielle et d'exportation	37,9	37,9	37,9	40,42	40,84	40,12	40,37	40,55	1,0	-1,8	0,6	0,4
Elevage, chasse et pêche	87,1	87,7	88,3	89,35	90,45	91,58	92,72	93,83	1,2	1,3	1,2	1,2
Sylviculture et exploitation forestière	47,2	46,5	46,5	46,22	45,60	46,25	46,28	47,44	-1,4	1,4	0,1	2,5
Secteur secondaire	596,5	597,8	574,4	607,9	611,7	633,3	644,8	637,9	0,6	3,5	1,8	-1,1
Industries extractives	94,0	91,5	86,7	86,76	93,45	107,14	115,27	116,31	7,7	14,6	7,6	0,9
dont extraction d'hydrocarbures	89,8	87,3	82,5	82,31	88,81	102,28	110,20	111,04	7,9	15,2	7,7	0,8
Industries Agro-alimentaires	147,5	153,7	153,7	153,21	153,48	157,82	158,58	155,43	0,2	2,8	0,5	-2,0
Autres Industries manufacturières	263,9	259,5	250,7	259,47	269,23	271,87	274,31	272,22	3,8	1,0	0,9	-0,8
Electricité, gaz et eau	17,6	18,0	18,6	18,87	20,21	19,84	19,26	20,53	7,1	-1,8	-2,9	6,6
BTP	73,5	75,0	64,6	89,62	75,29	76,67	77,37	73,42	-16,0	1,8	0,9	-5,1
Secteur tertiaire	1159,8	1175,0	1178,8	1197,5	1234,8	1253,6	1278,2	1272,4	3,1	1,5	2,0	-0,4
Commerce, restaurants et hôtels	487,2	484,4	483,1	490,92	515,21	522,52	533,67	518,21	4,9	1,4	2,1	-2,9
Transports, entrepôts, télécommunications	244,6	255,5	254,6	258,72	266,70	271,02	279,07	284,20	3,1	1,6	3,0	1,8
Banques et organismes financiers	33,9	33,2	33,8	35,84	37,10	38,69	38,83	38,82	3,5	4,3	0,4	0,0
Administration, santé et éducation	217,0	223,1	229,3	231,57	233,26	236,98	240,03	244,45	0,7	1,6	1,3	1,8
Autres services	191,4	193,0	192,4	195,36	197,70	199,82	202,03	202,13	1,2	1,1	1,1	0,1
SIFIM	-14,2	-14,2	-14,4	-14,89	-15,17	-15,47	-15,46	-15,37	1,9	2,0	-0,1	-0,6
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	2288,4	2309,2	2295,4	2349,3	2396,4	2446,4	2487,3	2484,7	2,0	2,1	1,7	-0,1
Impôts et taxes nets des Subventions	195,1	199,5	197,8	203,81	208,64	209,37	226,76	209,34	2,4	0,3	8,3	-7,7
PIB	2483,5	2508,8	2493,2	2553,2	2605,0	2655,8	2714,1	2694,0	2,0	1,9	2,2	-0,7

Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel CVS par secteurs d'activités base 100 = 2000) (en milliards FCFA)								Variations PIB réel trimestriel CVS par secteurs d'activités (T/T-4) (%)			
	T2_2012	T3_2012	T4_2012	T1_2013	T2_2013	T3_2013	T4_2013	T1_2014	T2_2013	T3_2013	T4_2013	T1_2014
Secteur primaire	532,1	536,5	542,2	543,9	549,9	559,5	564,4	574,3	3,4	4,3	4,1	5,6
Agriculture des produits vivriers	359,8	364,5	369,5	367,90	373,07	381,58	384,99	392,51	3,7	4,7	4,2	6,7
Agriculture industrielle et d'exportation	37,9	37,9	37,9	40,42	40,84	40,12	40,37	40,55	7,6	6,0	6,6	0,3
Elevage, chasse et pêche	87,1	87,7	88,3	89,35	90,45	91,58	92,72	93,83	3,9	4,5	5,0	5,0
Sylviculture et exploitation forestière	47,2	46,5	46,5	46,22	45,60	46,25	46,28	47,44	-3,4	-0,5	-0,6	2,6
Secteur secondaire	596,5	597,8	574,4	607,9	611,7	633,3	644,8	637,9	2,5	6,0	12,3	4,9
Industries extractives	94,0	91,5	86,7	86,76	93,45	107,14	115,27	116,31	-0,6	17,1	32,9	34,1
dont extraction d'hydrocarbures	89,8	87,3	82,5	82,31	88,81	102,28	110,20	111,04	-1,2	17,1	33,6	34,9
Industries Agro-alimentaires	147,5	153,7	153,7	153,21	153,48	157,82	158,58	155,43	4,1	2,6	3,1	1,4
Autres Industries manufacturières	263,9	259,5	250,7	259,47	269,23	271,87	274,31	272,22	2,0	4,8	9,4	4,9
Electricité, gaz et eau	17,6	18,0	18,6	18,87	20,21	19,84	19,26	20,53	14,9	10,1	3,5	8,8
BTP	73,5	75,0	64,6	89,62	75,29	76,67	77,37	73,42	2,4	2,2	19,8	-18,1
Secteur tertiaire	1159,8	1175,0	1178,8	1197,5	1234,8	1253,6	1278,2	1272,4	6,5	6,7	8,4	6,3
Commerce, restaurants et hôtels	487,2	484,4	483,1	490,92	515,21	522,52	533,67	518,21	5,8	7,9	10,5	5,6
Transports, entrepôts, télécommunications	244,6	255,5	254,6	258,72	266,70	271,02	279,07	284,20	9,0	6,1	9,6	9,8
Banques et organismes financiers	33,9	33,2	33,8	35,84	37,10	38,69	38,83	38,82	9,6	16,6	15,0	8,3
Administration, santé et éducation	217,0	223,1	229,3	231,57	233,26	236,98	240,03	244,45	7,5	6,2	4,7	5,6
Autres services	191,4	193,0	192,4	195,36	197,70	199,82	202,03	202,13	3,3	3,6	5,0	3,5
SIFIM	-14,2	-14,2	-14,4	-14,89	-15,17	-15,47	-15,46	-15,37	6,8	9,0	7,3	3,2
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	2288,4	2309,2	2295,4	2349,3	2396,4	2446,4	2487,3	2484,7	4,7	5,9	8,4	5,8
Impôts et taxes nets des Subventions	195,1	199,5	197,8	203,81	208,64	209,37	226,76	209,34	6,9	4,9	14,7	2,7
PIB	2483,5	2508,8	2493,2	2553,2	2605,0	2655,8	2714,1	2694,0	4,9	5,9	8,9	5,5

Equipe Technique

Supervision générale

1. TEDOU Joseph, Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)
2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint, INS

Coordination technique

1. NEPETSOUN, Chef du Département des Synthèses et des Analyses Economiques
2. NGUIGNANG Bernard, Chef de Division des Synthèses Economiques
3. NGHOGUE VOUFO Léonel Erith, Chef de la Cellule des comptes provisoires et des comptes régionaux

Equipe technique et de rédaction

1. SIKUBE TAKAMGNO Célestin, Cadre INS
2. MOFFO DZOUBOSSE Ghislain, Cadre INS

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé - Cameroun

Tél : (237) 22 22 04 45

Fax : (237) 22 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org

*Une Publication du Département des Synthèses et
des Analyses Economiques*

© INS, 2014